

« 100 enfants handicapés ne seront pas scolarisés à la rentrée »

Le collectif des associations qui œuvre en faveur des personnes handicapées et de leurs familles se mobilisera le mercredi 6 septembre pour dénoncer le manque de place dans les écoles et les instituts



Le Mans, jeudi dernier. Les représentants du collectif « en ont marre des paroles ». Ils veulent « des actes. » Photo « Le Maine Libre »

Propos recueillis par Sophie TOUGERON
sophie.tougeron@maine-libre.com

Le Maine Libre : Vous serez le 6 septembre place de la République au Mans. Que revendiquez-vous ?

Le collectif : A quelques jours de la rentrée, une centaine d'enfants handicapés, en Sarthe, sont en attente de scolarisation. Et il y en a des dizaines d'autres qui ont des places qui ne correspondent pas à leurs besoins. Tout cela est inadmissible. L'école est pourtant obligatoire à partir de 6 ans...

Exactement ! Vous avez déjà entendu parler d'enfants « normaux » à qui l'on refuse une place à l'école ou au collège ? Jamais ! Alors qu'il reste encore des enfants handicapés sur la touche. Pour eux, c'est la double peine. Il semble qu'il y ait, dans notre société, deux poids, deux mesures.

Ce n'est donc pas une problématique propre à la Sarthe ?

Malheureusement non. En France, on compte 13 000 enfants handicapés en attente de scolarisation. Cela fait plus de dix ans que nous nous battons pour que les choses changent. La scolarisation est un droit fondamental.

Que font les familles dont les enfants sont sans solution ?

Bien souvent un des parents arrête de travailler pour s'occuper de son enfant.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, a annoncé que l'accueil des élèves en situation de handicap était la grande priorité du gouvernement...

Emmanuel Macron a dit avant même d'être élu qu'il ferait du handicap sa priorité. Tout comme Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande avant lui. Nous n'y croyons plus ! Ce sont des paroles. Nous, on attend

des actes. Qu'il verse 400 millions d'euros en plus sur le budget des ARS et on lui fera confiance. Ce dont on a besoin, c'est d'argent pour ouvrir des IME (institut médico-éducatif).

Vous ne vous sentez pas entendus ?

Dans le département, si. Les élus sont à l'écoute et font ce qu'ils peuvent. La qualité de dialogue est très bonne mais elle s'arrête au dernier euro qu'ils peuvent nous verser. Ils ne peuvent pas faire davantage que ce que leur budget autorise.

Quelles solutions préconisez-vous ?

Que l'État mette de l'argent sur la table. Nous avons besoin, sur le plan national, de 400 millions en plus sur le budget des ARS. Le coût d'une place en IME revient à 31 000 € par enfant, et 13 000 sont en attente.

La manifestation du 6 septembre a-t-elle aussi pour objectif de toucher le grand public ?

Oui, car personne ne peut concevoir qu'à la rentrée, un enfant n'ait de place dans une école de la République. La population est très sensible à la cause des enfants handicapés. Il n'y a qu'à voir tous les messages d'encouragements et de sympathie envoyés à Mélanie Ségard, la jeune trisomique qui a présenté la météo à la télévision. Ou encore ce petit garçon autiste qui a reçu des centaines de cartes et de cadeaux après son papa a posté un message sur les réseaux sociaux pour faire part de sa tristesse car aucun des camarades de son fils n'avait accepté l'invitation à sa fête d'anniversaire.

Le 6 septembre, ce sera malgré tout la fête. Il y aura des animations place de la Rep, avec notamment un ballon gonflable pour les enfants et une garderie pour que les adultes prennent le temps de se parler.